

Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bi-Mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français
N° 716 - 18 Janvier 2001 - Prix 2,50 F

Bonne année 2001



Meilleurs vœux

Meilleurs vœux pour vous et pour vos proches. La «bonne année» 2001, les Communistes vous la souhaitent de tout cœur. Leurs vœux et leurs actions militent pour des avancées vers une société plus humaine.

Il y a dix ans à peine, certains (les adeptes de l'ultra libéralisme ou ceux du social libéralisme, autres noms du capitalisme débridé), pronostiquaient «la fin de l'histoire». Avec l'effondrement des sociétés construites sur le modèle soviétique, qui aurait parié " un euro " sur le rêve des exploités de pouvoir un jour se libérer des chaînes du malheur ?

Mais s'il est vrai que ce modèle a bien fait naufrage, ne répondant pas aux exigences démocratiques des peuples concernés, ce n'est pas le communisme qui a échoué. Le besoin de communisme est toujours aussi pressant. Le système de l'argent roi est incapable de trouver un commencement de solution à aucun des grands problèmes posés à l'humanité. Au contraire, à l'aube de ce nouveau siècle, la mondialisation capitaliste aggrave – chaque jour comme jamais, partout dans le monde – les inégalités.

Le communisme, c'est la contestation radicale de ces injustices. C'est un besoin de partage, d'entraide, d'humanité. Il a de beaux jours devant lui quand on sait les fantastiques progrès matériels que connaît le monde. On pourrait ainsi largement résoudre des maux multiséculaires comme la faim, les maladies, l'analphabétisme... Les logiques financières – égoïstes et nuisibles – étendant leur domination, organisant les pénuries contre les besoins humains et menaçant la paix, font obstacle à la solution des misères du monde.

Mais aujourd'hui, les mouvements sociaux et citoyens allant croissant, leurs pouvoirs ne sont plus sans partage... Le communisme, c'est l'espérance tenace que s'édifie enfin un monde plus respectueux de l'être humain, une société qui conjugue justice avec liberté. Les renoncements des uns, les attaques des autres ne sont pas pour nous surprendre.

Mais aujourd'hui, les idées en faveur de nouveaux droits humains, de nouveaux pouvoirs font leur chemin... Ce communisme-là, lucide et réaliste – auquel aspirent nombre de citoyens – est à bâtir. Des rencontres sont possibles, des solidarités et des rassemblements à construire pour que grandisse la petite musique qui nous chante toujours que le pire n'est pas fatal et que le meilleur peut être à venir. L'enjeu est immense et passionnant, le champ est vaste pour rendre sa place à l'espoir. C'est pourquoi le nouveau Parti communiste veut être à la hauteur de ce murmure qui enfle, de ce souffle salutaire.

La Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français et l'équipe des Nouvelles adressent à tous les lecteurs, à leur famille, à leur proches, tous leurs vœux pour cette nouvelle année.

Que les idées en faveur des droits nouveaux, de pouvoirs nouveaux fassent leur chemin que la jeunesse de notre pays retrouve dans le mot avenir la joie de vivre, de travailler.

Y.C.



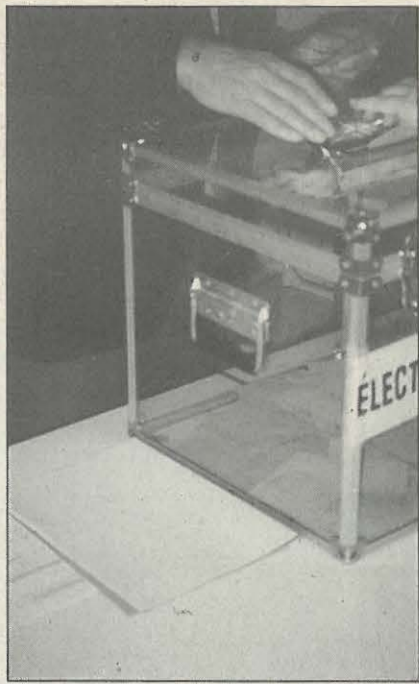
SOMMAIRE

Dans ce 1^{er} numéro de l'année 2001 nous ferons dans nos pages centrales une rétrospective sur l'année 2000, les principaux événements communistes.

Les premières pages seront consacrées aux prochaines élections de mars prochain avec la présentation des candidats du Parti communiste dans les cantons de notre département.

Face aux menaces sur les retraites nous avons demandé à Jeanine Dusseaux de nous commenter les annonces du Medef.

Les 80 ans du Parti Communiste Français seront également à l'ordre du jour de ce 716^e numéro des Nouvelles de Loire-Atlantique.



11 et 18 mars 2001

Elections Cantonales et Municipales

Cantonales : les Communistes désignent leurs candidats

Dans moins de deux mois maintenant, les électrices et électeurs de notre pays auront à élire leurs nouveaux conseillers municipaux et pour la moitié d'entre eux, leurs représentants au conseil général, soit 30 pour notre département.

Les nouvelles dispositions électorales donnent obligation dans toutes les communes de plus de 3 500 habitants, d'élire à parité des conseillers femmes et hommes. Cette nouvelle disposition législative va profondément modifier la vie politique française et sans aucun doute, au-delà des communes concernées.

Dans notre département, les discussions au sein du Parti, la préparation des listes de candidats aux municipales imagent bien la volonté exprimée par les Communistes de féminiser et de rajeunir les équipes d'élus dans les localités.

Déjà, après l'avis des communistes, de nombreuses listes sont «bouclées». Les dernières mises au point s'effectuent dans les autres afin d'être conclues dans les jours qui viennent.

Une chose est déjà acquise, les candidates et candidats communistes et républicains seront présents dans un plus grand nombre de localités que lors des dernières élections municipales. Ils seront aussi plus nombreux au total sur les listes de la gauche plurielle qu'en 1995.

Dans les prochaines éditions, nous donnerons le maximum d'informations et de commentaires à nos lecteurs sur l'actualité des municipales.

▀ Canton de St-Nicolas de Redon

Nouveau visage dans ce canton où **Sabine Mahé**, 35 ans, employée, élue municipale à Trignac, sera la candidate communiste en remplacement de Fernand Breton, figure locale connue.

Les récents événements avec les inondations augurent d'une campagne électorale où les questions de choix critiquables opérés par les élus seront soumis à débat. Nul doute que la jeune candidate communiste s'inscrira dans celui-ci.



ECHOS DE CAMPAGNE

Accord entre les fédérations de Loire-Atlantique du Parti Socialiste et du Parti Communiste Français

Dans l'esprit de l'accord national entre le P.S. et le P.C.F. qui travaillent ensemble, de façon constructive, avec leurs apports respectifs, au gouvernement de la France, leurs fédérations ont conclu un accord pour les élections municipales 2001.

Elles souhaitent l'élargir à toutes les composantes de la gauche plurielle, à toutes les forces citoyennes, écologistes, actives au plan local.

Ces élections doivent permettre de conforter et de poursuivre le travail accompli durant des années dans les villes et communes gérées par la gauche. Il s'agit aussi, dans les villes actuellement dirigées par la droite, de proposer une alternative dynamique capable de l'emporter.

Les fédérations du P.S. et du P.C.F. de Loire-Atlantique sont d'accord pour qu'à l'issue de ces scrutins, chacune d'elles soient présentes dans les assemblées locales, sur des bases et avec des moyens conformes à leur représentativité. Elles ont convenu, en conséquence, ce qui suit :

Elections municipales :

- Dans le respect de leur mode de fonctionnement interne et de leur représentativité électorale, de leur apport respectif, le P.S. et le P.C.F. s'engagent à œuvrer pour que les listes uniques de gauche plurielle soient présentes dès le premier tour, dans toutes les communes de Loire-Atlantique.

- Le P.S. et le P.C.F. veilleront à ce que des espaces d'expression autonome soient préservés pour chacun dans le cadre des campagnes municipales communes.

- Le P.S. et le P.C.F. pourront s'organiser indépendamment à l'intérieur des assemblées communales.

- Le P.S. et le P.C.F. de Loire-Atlantique mettront tout en œuvre pour aider par un soutien actif les campagnes locales.

Intercommunalité :

- Le P.S. et le P.C.F. prennent en compte l'importance prise par l'intercommunalité et feront tout pour en assurer le plein succès.

- Le P.S. et le P.C.F. s'engagent à favoriser leur représentation réciproque dans les structures et exécutifs des communautés urbaines, d'agglomération et de communes.

- Dans les communautés urbaines et d'agglomérations, le P.S. et le P.C.F. s'organiseront indépendamment comme dans les communes, chacun des groupes disposant des moyens nécessaires à son bon fonctionnement.

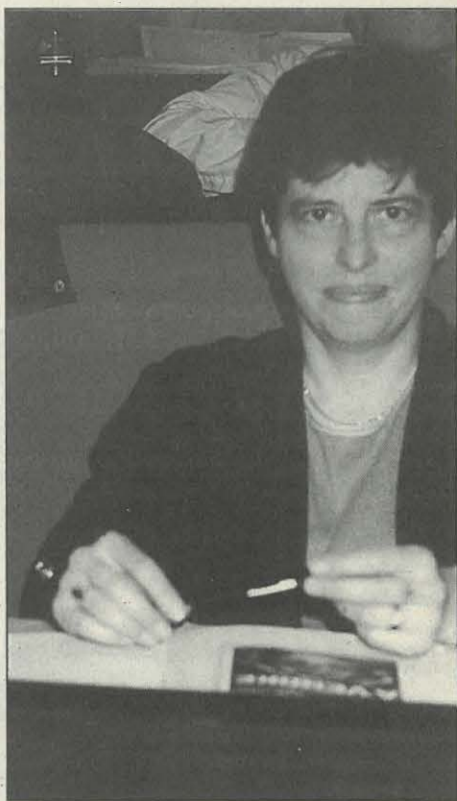
Elections cantonales :

- Le P.S. et le P.C.F. sont déterminés à saisir la chance historique qui se présente à eux de renverser enfin la majorité de droite qui freine le développement de notre département et mène une politique contraire à l'intérêt de ses habitants.

- Dans le cas d'une conquête par la gauche plurielle de la majorité au Conseil général, un élu communiste assurera une vice-présidence avec les moyens nécessaires à son activité.

Des rencontres régulières entre les responsables du P.S. et du P.C.F. permettront de lever les obstacles et de veiller ainsi à la bonne application de l'accord.

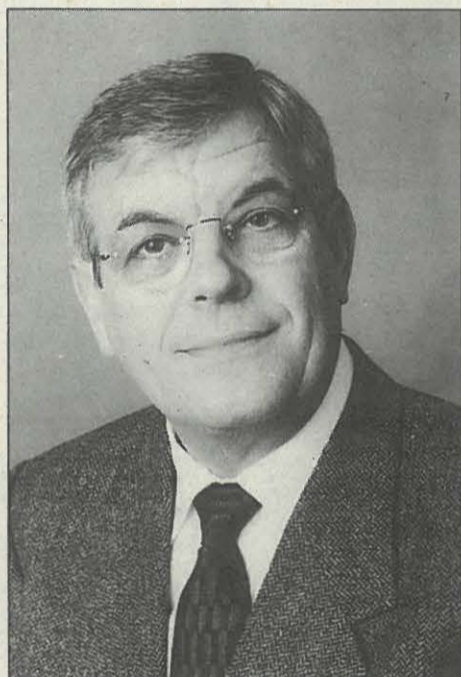
► Canton de Vallet



Féminisation de la candidature communiste sur ce canton où **Marie-Christine Leray**, ira à la conquête des électeurs.

Dans ce canton votant traditionnellement à droite, Marie-Christine veut toutefois faire valoir les atouts des propositions formulées par les Communistes.

► Canton de Nantes 10



Pierre Champeau, 59 ans, cadre cheminot en retraite, Conseiller municipal de Saint-Sébastien, sera une nouvelle fois le candidat présenté par les Communistes dans ce canton.

Avec 8,35% des voix lors du scrutin de 1994, la candidature communiste compte sur ce canton dans lequel les opérations politiques se sont multipliées ces derniers mois autour du Maire de droite de Saint-Sébastien.

► Canton de St-Gildas des Bois

Marie-Christine Delahaie, 46 ans, institutrice, est la candidate du Parti Communiste Français sur ce canton.

Elue à la dernière conférence fédérale à la direction départementale du Parti, Marie-Christine mènera campagne dans ce canton rural, fortement implanté à droite.



ECHOS DE CAMPAGNE

NANTES : Des communistes et des candidats pour gagner les prochaines élections municipales

A Nantes, la section avait décidé d'engager très tôt la préparation des prochaines élections municipales. C'est le 11 septembre que tous les adhérents de la section ont reçu un courrier les invitant à faire des propositions de candidatures pour les élections municipales et cantonales.

La première des préoccupations pour la direction de section était que les Communistes prennent le temps de discuter de ce que nous appelons "les critères".

Un mot plein de richesse pour approcher des préoccupations extrêmement importantes puisqu'il s'agissait de prendre en compte dans nos propositions : la parité homme/femme, le rajeunissement de nos élus, l'engagement militant pour désigner des élus proches des gens, mais aussi le critère de l'expérience, au regard des tâches qui incombent à être élu dans une ville de 260 000 habitants.

Le sérieux avec lequel les Communistes nantais

ont pris ce temps pour faire des propositions a permis de discuter avec sérénité des 13 noms proposés afin de n'en retenir que 8 dont 6 en position éligible.

C'est au Comité de section du 16 novembre que ces huit noms ont d'abord été retenus.

Ces huit propositions ont été renvoyées à nouveau aux adhérents du Parti pour que chacun puisse donner son avis.

Et ce n'est seulement qu'à la réunion du 7 décembre que la liste a été définitivement adoptée par le Comité de section.

Cette énumération des différentes périodes permet de mieux mesurer que la désignation de candidats, les discussions avec les camarades non représentés(e)s, ou pas candidat(e)s, les discussions avec les nouveaux camarades proposés(e)s nécessitent du temps et de l'investissement militant. Mais au regard de cette période, après 3 mois d'échanges, on peut affirmer que les Communistes nantais, et bien sûr leurs

candidat(e)s, ont travaillé de manière à s'engager sereinement, avec le maximum d'efficacité, afin que la composante communiste pèse de tout son poids, et dans les orientations de la liste, et dans la campagne elle-même.

Cette période, qui est aussi celle des bilans, permet de mieux mesurer le rôle que peuvent jouer les élu(e)s pour peu qu'ils sachent mobiliser et agir avec les habitants. D'ores et déjà, les candidats communistes ont travaillé, en premier lieu avec les élus sortants, et avec les Communistes de la section pour porter dans cette campagne des propositions fortes sur le développement de la démocratie locale, le logement, les services publics, la sécurité, la place de la jeunesse dans la cité.

Autant de thèmes qui vont permettre, au contact de la population, débat et action pour faire qu'à Nantes, mais aussi au niveau national, les choix politiques soient encore mieux ancrés à gauche.

Grand banquet vendredi 16 février

SALONS MAUDUIT 19H30 A NANTES

au cours duquel seront présentés les candidats aux élections cantonales et municipales avec la participation de **Patrick Le Hyaric**, Directeur de l'Humanité Membre du Collège exécutif du PCF

Au menu :

- Apéritif
 - Assiette baltique (mérine de rouget à la provençale, terrine aux amandes, trilogie de la mer sauce nordique)
 - Cuisse de pintadeau au muscadet et ses légumes du bord de Loire
 - Assiette de fromage
 - Le Nantais et sa crème anglaise
 - Café
- Vin blanc - vin rouge

Le prix :

Le prix du repas tout compris pour le banquet est de 100 F pour une personne et de 170 F pour un couple.

Comment réserver :

Pour des raisons pratiques d'organisation, les réservations sont indispensables. Vous pouvez le faire auprès de votre section ou de la Fédération où il vous sera remis un billet d'entrée en échange de votre règlement.

Comment se rendre au banquet :

Des cars seront à votre disposition au départ de la région nazairienne :

- Départ Le Croisic - Place Dinan 18 h 00
- Batz/Mer - Place du Garnal 18 h 10
- Pornichet - Place du Marché 18 h 30
- La Baule - Le Guézy 18 h 45
- Départ Saint-Nazaire - Place Allende 18 h 00
- Départ Trignac - Place de la Mairie 18 h 00
- Montoir - Place du Marché 18h10
- Donges - Rond-point des 6 Croix 18 h 15

FAVORISER LE DÉBAT ENCOURAGER L'ACTION POUR RÉPONDRE AUX ATTENTES

**Retour
sur
l'année
2000**

30^e Congrès

2000 fut l'année des 80 ans du Parti Communiste Français, mais également celle du 30^{ème} Congrès qui s'est voulu novateur dans sa démarche et dans ses décisions.

Construire un nouveau Parti communiste ouvert sur le 21^{ème} siècle, telle est l'ambition affichée.

Dans notre département, le rajeunissement et la féminisation des directions de section et de la direction fédérale ont marqué cette étape importante dans la mutation du parti communiste.

Jean-René Teillant fut élu Secrétaire de la Fédération, succédant, après 18 années, Gilles Bontemps qui avait demandé à être remplacé dans cette fonction.



Michel Deschamps,

Dirigeant national du PCF, fut l'invité des enseignants nazairiens en novembre dernier pour animer une rencontre sur la transformation progressiste de l'école. Un débat qui fut l'objet de larges réflexions et d'échanges sur des thèmes tels : comment faire reculer les inégalités à l'école ? ou quelles transformations mettre en œuvre ?

Tout avait commencé en cette année 2000, comme si les hommes étaient devenus fous, comme si le ciel nous était tombé sur la tête.

La tempête et la marée noire de la fin décembre, laissaient tristesse, désolation, amertume et colère derrière elles.

Si l'on peut penser que la tempête était le résultat d'une anomalie climatique, le doute subsiste sur les causes de ce dérèglement. L'homme, ou plus précisément le système, ne joue-t-il pas avec le feu en regardant plus facilement l'argent que la protection de notre planète ?

Quant à nos côtes, elles subissaient les choix de Total qui, pour quelques bénéfices supplémentaires, en transportant leurs produits sur des bateaux poubelles, polluait plus de 400 kilomètres de côtes avec les conséquences que l'on connaît.

Tout cela a marqué le cours de l'année 2000.

30.000 manifestants défilaient le 5 février à Nantes pour exiger la sécurité des transports maritimes, les Communistes réunissaient 13.000 signatures pour demander la construction de pétroliers double coque type 3 E, la Fédération organisait, lors de la Fête des Nouvelles, puis nationalement à la Fête de l'Huma, des débats sur la question de la sécurité maritime, question également abordée à Nantes lors de la venue de Jean-Claude Gayssot en novembre dernier.

Le travail des hommes, volontaires ou non, fut remarquable pour tenter d'effacer les dégâts causés. La Fédération, à la Fête de l'Huma, organisa une dégustation gratuite d'huîtres à laquelle Michèle Demessine, Secrétaire d'Etat au Tourisme avait tenu à participer.

ET OBTENIR

Jean-Claude Gayssot, Ministre des Transports, de l'Équipement et du Logement, profite de sa journée dans le département, le 23 novembre, pour formuler plusieurs annonces importantes sur les questions portuaires.

Devant environ 200 militants, avant de consacrer son roman, il s'entretient avec brio à un débat avec les syndicalistes, salariés du port, dockers, cheminots et autres, sur les questions d'actualité.

«Je ne rate jamais l'occasion de ce type de rencontres» devait-il déclarer. «D'ailleurs, c'est plus de 4.000 personnes que j'ai rencontrées dans mes fonctions de ministre depuis 1997, alors que j'en n'avais, quand j'étais député, rencontré seulement deux fois en tant que ministre».

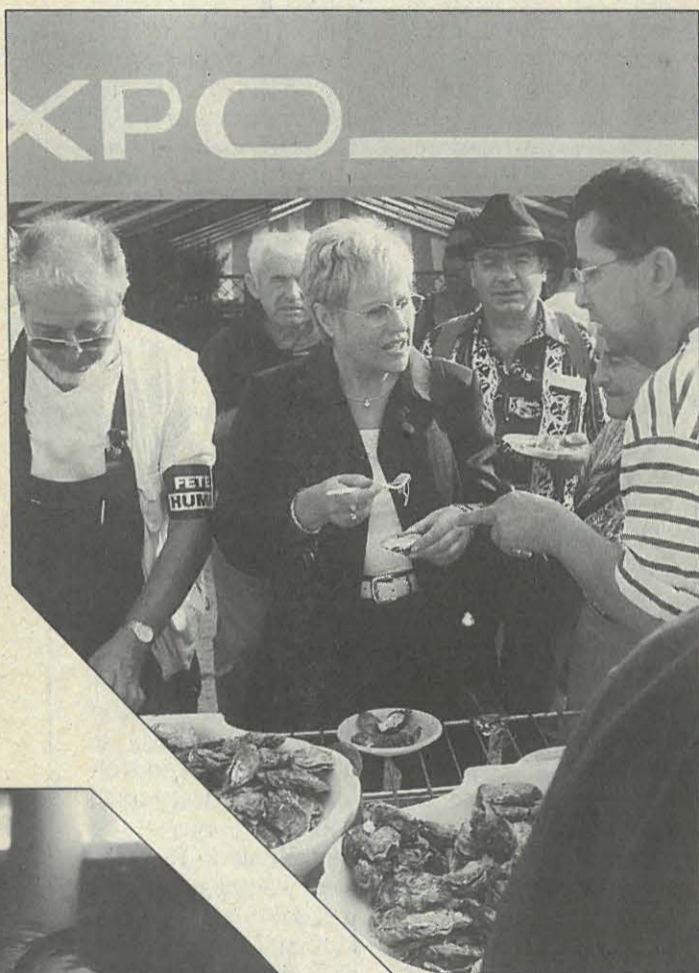




Yves Dimicoli,

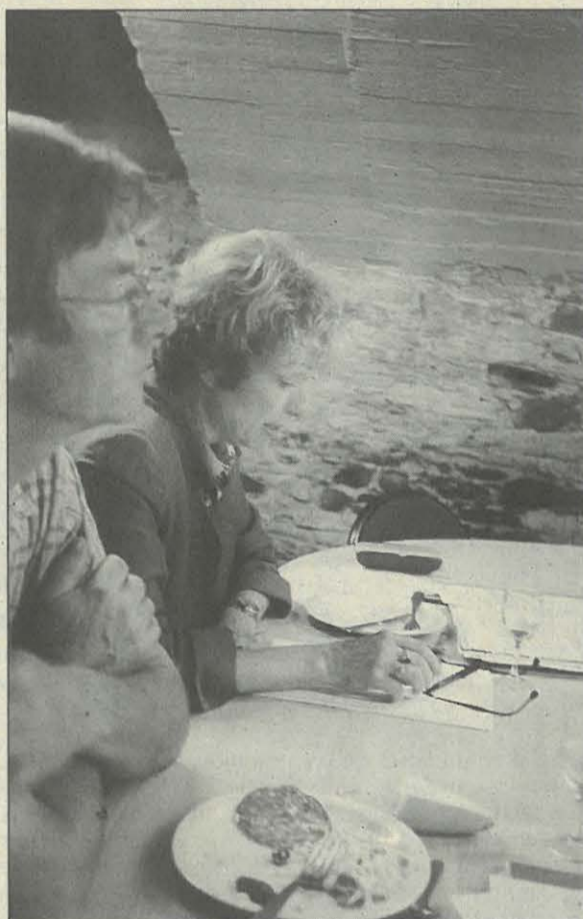
Économiste communiste et membre de la direction du Parti communiste Français, eu deux fois l'occasion de venir dans notre département. Tout d'abord, lors de la Fête fédérale puis pour animer deux rencontres avec les syndicalistes sur la nouvelle convention UNEDIC et sur la loi sur l'épargne salariale.

DES ACTES DE GAUCHE DU GOUVERNEMENT



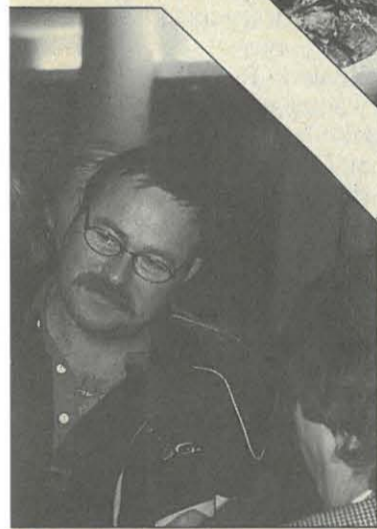
Marie-George Buffet

Le début d'année avait commencé avec la participation à notre Banquet fédéral de Marie-George Buffet, ministre de la Jeunesse et des Sports, qui, en direct avec les participants à la soirée, sut répondre aux multiples interrogations qui lui furent posées sur les questions de la jeunesse et bien évidemment du sport.



Sylviane Ainardi,

dirigeante nationale du PCF et députée européenne, était à Nantes fin mai pour animer une rencontre sur les tentatives de libéralisation de la Poste. Invités à cette rencontre, des syndicalistes, usagers, personnels de services publics décidaient de prendre les choses en main, ce qui se traduit par une multitude d'initiatives auprès des salariés de la Poste dans le département.



Autre invité de la Fédération,

Jorge Néri, qui est l'un des survivants du massacre de l'Eldorado dos Carajás au Brésil. Membre de la direction nationale du mouvement des Sans Terre, il sut, lors de son rapide séjour dans notre département, apprécier la solidarité qui lui fut témoignée par les Communistes de Loire-Atlantique.



Défendre la retraite à 60 ans

Le 25 janvier, la totalité des syndicats appelle à l'action pour : le maintien du droit à la retraite à 60 ans à taux plein ; l'amélioration des conditions de départ anticipé ; l'amélioration du pouvoir d'achat des retraités.

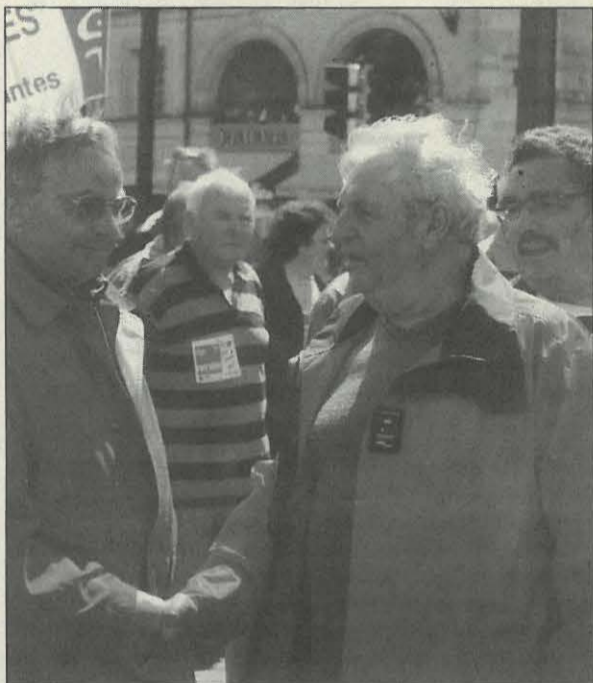
■ **NLA : Nous avons demandé à Jeanine Dusseaux, Responsable du Collectif des retraités de la Fédération de nous commenter cette actualité :**

Jeanine Dusseaux : C'est la première fois que les syndicats ripostent ensemble depuis le déclenchement de l'offensive du MEDEF connue sous le nom de «refondation sociale».

Après l'UNEDIC et la médecine du travail, le MEDEF pensait que l'heure était venue d'en finir avec la retraite à 60 ans. Il comptait une nouvelle fois sur la division syndicale. Mais cette fois, son arrogance se heurte au front syndical.

Furieux que les syndicats aient refusé de céder à son exigence de prolonger jusqu'à 45 années ou plus la durée de cotisation ouvrant droit à la retraite à taux plein, le MEDEF prend les salariés et les retraités en otage. Il refuse en effet de prolonger l'accord qui permet de verser les retraites complémentaires entre 60 et 65 ans. Un tel refus aboutirait, s'il était maintenu, à amputer de près d'un quart le montant des retraites complémentaires.

Depuis 10 ans, le patronat et les forces de droite, relayés par l'essentiel des médias et une multiplication de rapports officiels, s'efforcent de convaincre les salariés que le système de retraite court à la faillite.



Jean-Louis Le Corre lors d'une récente manifestation syndicale de retraités à Nantes.

■ **NLA : Qu'en pensent les Communistes ?**

J. Dusseaux : Ceux qui, comme les Communistes et d'autres, disaient que d'autres solutions existaient étaient qualifiés de ringards, de démagogues...

Et pourtant, que voit-on depuis deux ans en France ? Le retour de la croissance et les créations d'emplois, de premières luttes victorieuses sur les salaires ont déjà permis de combler le trou de la Sécurité sociale. Oh ! rien n'est réglé ! Seule une politique réellement audacieuse de relance des salaires et de réponse aux besoins sociaux permettrait de consolider cette croissance encore fragile et d'aller vers une société de pleine activité. Le positif aujourd'hui, c'est qu'on peut enfin engager le vrai débat sur le retour au plein emploi, c'est-à-dire un emploi qualifié et bien rémunéré pour toutes et tous. Et

c'est d'abord là qu'est la solution immédiate et à long terme pour financer les retraites.

Certains ne jurent que par la fuite en avant dans la capitalisation et les fonds de pension basés sur la spéculation boursière. A l'inverse, les Communistes défendent le système actuel de retraites par répartition. Il est l'expression de la solidarité où chaque génération d'actifs finance la retraite de ses parents.

■ **NLA : Quelles sont vos propositions immédiates ?**

J. Dusseaux : Maintenir le droit à la retraite à 60 ans et en même temps négocier son abaissement pour certaines catégories, c'est la justice pour ceux qui vont en bénéficier, c'est aussi l'efficacité pour donner du travail aux plus jeunes.

Revaloriser les pensions en les indexant sur les salaires, c'est

toujours la justice, mais aussi l'efficacité en accentuant la relance par la demande. Les dépenses sociales ne sont pas une charge à réduire. Elles sont au contraire un atout pour la société toute entière.

Il faut surtout engager, enfin, le débat sur la réforme des cotisations patronales que le Premier ministre avait promis en 1997. Le sommet de la gauche plurielle à la fin de l'année dernière a de nouveau évoqué la taxation des revenus financiers des entreprises. Cette taxation au même niveau que les cotisations sur les salaires rapporterait plus de 100 milliards de francs par an. De même, la modulation des cotisations patronales selon les capacités réelles des entreprises permettrait d'augmenter leur contribution globale en tenant compte de la situation de celles qui seraient réellement en difficulté.



SMIC : déclaration de Jean-René Teillant

L'annonce faite par Lionel Jospin de la création d'une «prime à l'emploi» pour remplacer l'allègement de la CSG qui a été annulé par le Conseil constitutionnel, n'est pas selon Jean-René Teillant, Secrétaire de la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français, la solution à la hauteur des attentes des Français qui

sont les plus défavorisés, au regard des possibilités que permet la croissance.

Les 9 millions de personnes concernées par cette mesure vont devoir attendre encore 9 mois pour percevoir un plus sur leur pouvoir d'achat. Par ailleurs, les mesures annoncées par le Premier Ministre risquent d'encourager les entreprises à créer

des emplois à bas salaires et basses qualifications.

Il est nécessaire, selon Jean-René Teillant, de relever les salaires, le SMIC. C'est le meilleur moyen d'investir pour la croissance et l'emploi dans l'esprit de l'accord entre les différents partis de gauche conclu lors du récent sommet entre les formations politiques de la majorité plurielle.

Les sages du patronat

En moins de dix jours, le Conseil constitutionnel, dit Conseil des sages, a censuré par deux fois le Parlement.

Le 19 décembre dernier, en effet, le Conseil censurait le dispositif CSG sur les bas salaires; vendredi, il rejetait l'extension de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP).

Dans les deux cas, le Medef s'est lourdement félicité de ces actes de censure. Il est vrai que pour l'organisation patronale, devenue depuis sa transformation le véritable bras idéologique de la droite, tout acte contre les mesures sociales prises par le gouvernement de gauche et la majorité plurielle est une victoire.

Le mouvement du baron Seillière voyait, dans l'acte de censure, la confirmation «du caractère totalement inégalitaire et inéquité

table de l'usine à gaz technocratique de la TGAP». Que dans la bouche de ces gens-là ces mots ont une belle saveur! Voilà les casseurs de l'UNEDIC, les pourfendeurs du paritarisme qui dénoncent l'inégalitarisme et l'iniquité.

Le Medef se félicite «du nouveau coup d'arrêt à la politique de multiplication des taxes censées assurer le fonctionnement des 35 heures».

Car c'est bien là que semble se situer le nœud du problème. Le passage aux 35 heures doit être financé. Or, ce n'est pas la première fois que le Conseil remet en cause un acte législatif permettant de financer les 35 heures.

Cette fois, il s'en est pris au transfert du reliquat des recettes du tabac, qui devait être utilisé dans un fonds d'aide au passage aux 35 heures. Le manque à gagner sera de 3,1 milliards de francs.

La taxation des entreprises et les 35 heures cette fois-ci, la ristourne sur la CSG qui concernait neuf millions de personnes la dernière fois, c'est bien le cœur de la politique sociale de gauche qui est visé.

Le social, certes, mais les décisions des neuf sages posent aussi la question institutionnelle : quelle désignation pour les organes de contrôle de la République? La représentation populaire peut-elle être l'enfant pauvre dans les décisions qu'il convient de prendre? On n'est pas très loin, là non plus, du débat autour de la présidentialisation de la vie politique.

Le gouvernement doit, vite, trouver des mesures pour contourner l'acte de censure. La majorité devrait sans tarder lancer un grand débat national sur la nature de nos institutions et comment les démocratiser.

Les attentes des Français en 2001 (sondage Ifop du 28 décembre 2000)

Les Français semblent résolument optimistes à l'orée du XXIème siècle puisque 60% se déclarent comme tels

«lorsqu'ils pensent à l'avenir». Parmi les préoccupations prioritaires en 2001, la lutte contre le chômage est

en tête des réponses, devant la lutte contre l'insécurité et la réduction des inégalités.



Le Front Populaire

En Loire Inférieure, comme ailleurs, le Parti communiste mettra plusieurs années au début des années 30 pour redresser ses effectifs et une influence électorale qui est restée jusqu'alors marginale. La rectification stratégique initiée par M. Thorez, liquidant les tendances gauchisantes du groupe Barbé-Célor, l'alliage militant entre ouvriers et intellectuels, particulièrement à Nantes avec l'apport de Jean Bruhat et Louis Poirier contribuent à donner à cette époque un visage neuf au communisme français.

Dans le département, c'est le noyau syndicaliste des métallurgistes de la CGTU qui est à la source du regain. Le dirigeant des métaux, Raymond Semat, qui sera l'un des négociateurs des accords Matignon, joue un rôle de premier plan dans le redressement du communisme, même si les effectifs militants restent faibles : environ 150 adhérents à la fin de 1934.

De fait, depuis 1933, l'activité militante est essentiellement marquée par les luttes syndicales et notamment par les comités de chômeurs qui commencent à prendre de l'ampleur.

Dans la région nazairienne, l'un des principaux animateurs de l'activité communiste est Maurice Birembault, un ouvrier châtelier, issu d'une famille guesdiste du Nord. Il est secrétaire du "rayon" de Saint-Nazaire depuis 1928.

Plusieurs autres militants marqueront le communisme nazairien des années 30 : Fernand Baccart qui est le premier responsable d'une nouvelle cellule : l'usine d'aviation en 1936, le menuisier Pierre-Marie Durand, ex-secrétaire du syndicat unitaire des métaux et qui succédera à Birembault, les jeunes communistes Guy Lelan, ajusteur à l'aviation et l'instituteur Pierre Mahé.

Le grand mouvement antifasciste qui se développe à partir de février 1934 et le pacte d'unité d'action avec la SFIO en juillet, contribuent à construire le grand parti de masse que n'est pas encore à l'époque le Parti communiste.

Cette stratégie n'est pas sans heurter certaines pratiques héritées de l'anarcho-syndicalisme si ancré en Loire Inférieure et particulièrement à Saint-Nazaire. Ainsi, Maurice Birembault, s'ac-

commodant mal du rapprochement avec la SFIO, démissionne de ses responsabilités. Un temps, le rayon de Saint-Nazaire est même dissout !

Le mouvement est pourtant irrésistible qui conduit à la victoire d'un Front populaire dont le concept est né avec le discours de Nantes de M. Thorez en octobre 1934.

Dans le département, le Parti qui est intimement lié au syndicalisme unitaire, voit ses efforts croître d'une manière très sensible. De 285 adhérents pour la région Atlantique (Loire Inférieure et Vendée) en janvier 1936, il passe un peu plus tard à 1 200 pour la même région, 1 621 pour la seule Loire Inférieure à la fin de 1937.



Portrait de Maurice Thorez par Cabrol. L'Humanité du 9 janvier 1927.

Dans les luttes de mai-juin 1936, se construit le vrai parti de masse qu'allait devenir le PCF. A l'usine des Batignolles qui connaît une longue période de grève et d'occupation par les ouvriers, une cellule est remise sur pied comme dans une quinzaine d'autres entreprises de la Basse-Loire. Quelques militants en vue sont issus des Batignolles : Arthur Dallidet, qui y a fait son apprentissage, Alfred Baron qui est ajusteur.

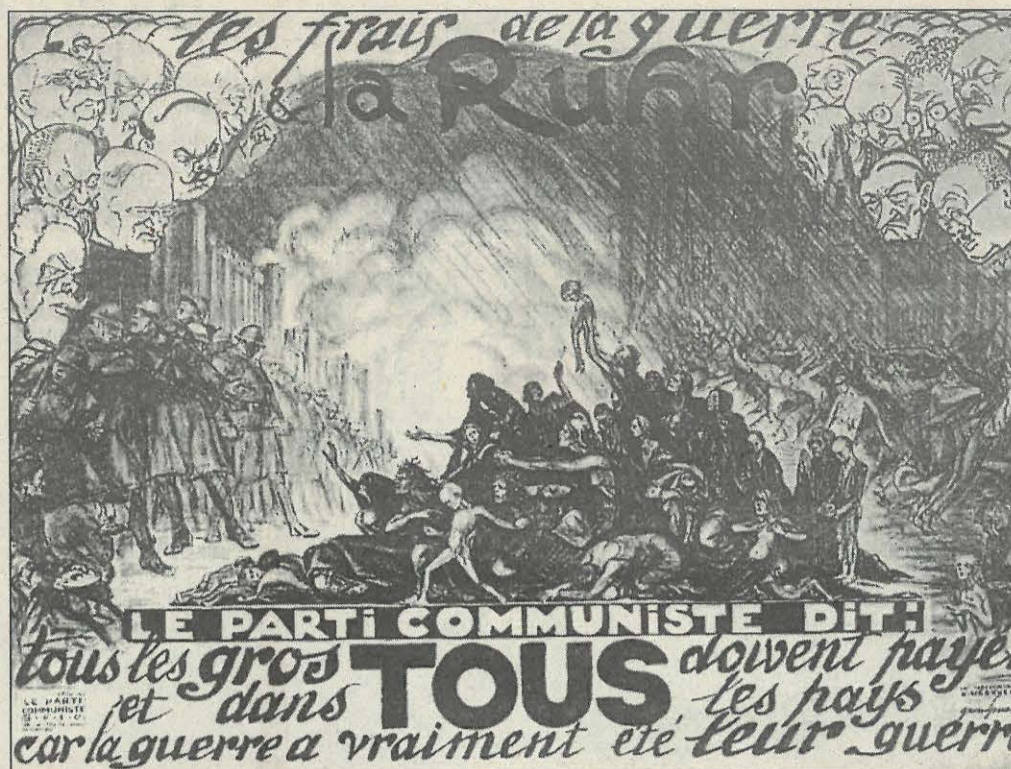
Le Parti communiste qui, avec le Front populaire accède à la représentation nationale, reste cependant relativement faible électoralement dans le département.

Après la «pause» en février 1937 et le désarroi qui en résultera dans la classe ouvrière, le Parti approfondit cependant sa nouvelle stature nationale. Il est de plain-pied dans l'action après «Munich», notamment lors de la grande grève contre les décrets-lois Daladier le 30 novembre 1938.

Aussi est-il complètement pris à contre-pied par la signature du pacte germano-soviétique en septembre 1939. C'est l'époque où Louis Poirier (Julien Gracq) quitte le Parti comme nombre de militants. Le Parti est interdit. Il entre une nouvelle fois dans la clandestinité. A SUIVRE...

Yann VINCE

Rectificatif : dans l'article sur «le choix de Tours», il fallait lire René Gomichon et non Gonichon, comme cela était écrit par erreur.



Affiche du PCF dessinée par Grandjouan contre l'occupation de la Ruhr, 1923.





POURQUOI S'ABONNER AUX NOUVELLES ?

Avec son journal bi-mensuel, la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français dispose d'un outil important pour établir avec des milliers de personnes, qu'elles soient ou non adhérentes au Parti, une liaison régulière.

Pour réussir à boucler tous les 15 jours ces 8 pages d'information, de dossiers d'actualité, nous disposons d'une équipe restreinte qui, pour le contenu et la qualité du journal ne demande qu'à s'étoffer.

Pour ce faire, le nerf de la guerre est toujours la question centrale. Les moyens déterminent la réalisation et les moyens ne sont pas à la hauteur des besoins.

3 sources permettent le financement des Nouvelles : la participation de la Fédération à l'édition du journal, la publicité et les abonnements.

Vous comprendrez l'importance d'avoir le maximum d'abonnés.

Nous avons, l'année dernière, nettement fait évoluer le nombre de nos souscripteurs, nous espérons faire mieux en 2001 grâce à l'engagement de chacun d'entre vous.

Nous disposons pour cela de plusieurs possibilités :

- tout d'abord l'abonnement simple annuel de 60 francs
- ou si vous le désirez, l'abonnement de soutien et amis des Nouvelles à 100 F, 200 F ou plus.

N'hésitez pas en nous envoyant votre chèque à nous faire part de vos appréciations, vos critiques ou réflexions sur le journal, cela ne peut être que bénéfique pour son amélioration.

Dans l'attente de vous lire et en vous remerciant d'avance pour votre engagement.

Yannick CHENEAU

Pour l'an 2001 abonnez-vous aux
60 F Nouvelles de Loire-Atlantique
POUR L'ANNÉE !

Je m'abonne aux *Nouvelles de Loire Atlantique*

Abonnement de soutien des Amis des Nouvelles

100^{F(1)} Nom :

Prénom :

200^{F(1)} Adresse :

F(2) Code Postal :

Ville :

Tél. :

(1) Cocher la case choisie.
(2) Inscrire la somme

Abonnement 60^F annuel

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Tél. :

Les chèques sont à libeller à PCF Loire Atlantique - CCP 5877.62 F NANTES
 41, rue des Olivettes - 44000 NANTES